

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20221116-lmc1179728-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : lundi 21 novembre 2022  
Date d'affichage : 21/11/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 16 novembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	16	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p><b>N° 22/11/303</b></p> <p><b>CONTRAT "NOS TERRITOIRES D'ABORD 2022-2027 REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR / METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE" - AUTORISATION DE SIGNATURE</b></p>		

**PRESENTS :**

Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

**REPRESENTES :**

Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Philippe BERNARDI, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE.

**ABSENT :**

Mme Sandra TORRES.

## **Séance Publique du 16 novembre 2022**

**N° D' O R D R E : 22/11/303**

**O B J E T : CONTRAT "NOS TERRITOIRES D'ABORD 2022-2027  
REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR /  
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE" -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « Nos Territoires d'Abord »,

**VU** l'annexe 1 correspondant au Contrat « Nos Territoires d'Abord 2022-2027 Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur / Métropole Toulon Provence Méditerranée », et l'annexe 2 listant sous forme de tableau général les opérations retenues,

**VU** le règlement financier de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 02 novembre 2022,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'appuie sur des compétences telles que l'aménagement durable du territoire métropolitain, le développement économique et social, les transports, le cadre de vie et l'animation de la vie locale, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, la transition écologique et énergétique, la culture, le tourisme et le sport,

**CONSIDERANT** qu'il convient de conforter et d'assurer la pérennité et l'attractivité du territoire, à travers une stratégie partagée de développement territorial et d'aménagement durables, afin d'accorder les priorités locales et régionales via des opérations structurantes, s'articulant autour de 6 axes majeurs d'actions du Plan Climat « Gardons une COP d'avance », comme mentionnés dans le préambule de « Nos Territoires d'Abord » :

- Axe 1 : Mobilité durable / Infrastructures cyclables et piétonnes,
- Axe 2 : Energies renouvelables,
- Axe 3 : Stratégies patrimoniales bâtiments tertiaires publics / Maîtrise de l'Energie / Réhabilitation énergétique des logements,
- Axe 4 : Gestion et Valorisation des déchets,
- Axe 5 : Sobriété foncière / Aménagement Durable / Foncier économique,
- Axe 6 : Transition écologique, préservation du patrimoine naturel et résilience des territoires.

**CONSIDERANT** que dans le cadre d'une politique ambitieuse de développement durable de leur territoire, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole TPM ont décidé de conclure un Contrat de partenariat dans le but de réaliser, dans les prochaines années, des projets revêtant un intérêt régional, voire national, et qui concourent à la structuration du territoire métropolitain, ainsi qu'à son aménagement qualitatif et donc à sa promotion,

**CONSIDERANT** que le montant contractualisé de la dotation à la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à ses communes-membres au titre du « Nos Territoires d'Abord 2022-2027 Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur / Métropole Toulon Provence Méditerranée » est d'un montant maximum de 78 000 000 €,

**CONSIDERANT** que la convention de partenariat porte sur 56 opérations représentant un montant d'investissements de plus de 665 M€ sous maîtrise d'ouvrage TPM et communale,

**CONSIDERANT** qu'au titre de la présente délibération, la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend solliciter le concours financier de la Région Sud pour la programmation du Contrat « Nos Territoires d'Abord 2022-2027 » pour la liste des opérations recensées et présentées en *Annexe 2 – Tableau de programmation*,

Et après en avoir délibéré

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes du présent Contrat « Nos Territoires d'Abord 2022-2027 Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur / Métropole Toulon Provence Méditerranée » joint en annexe 1 de la présente décision, ainsi que la liste des opérations visées en Annexe 2 de la présente décision.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer le présent Contrat « Nos Territoires d'Abord 2022-2027 Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur / Métropole Toulon Provence Méditerranée » ainsi que tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 70

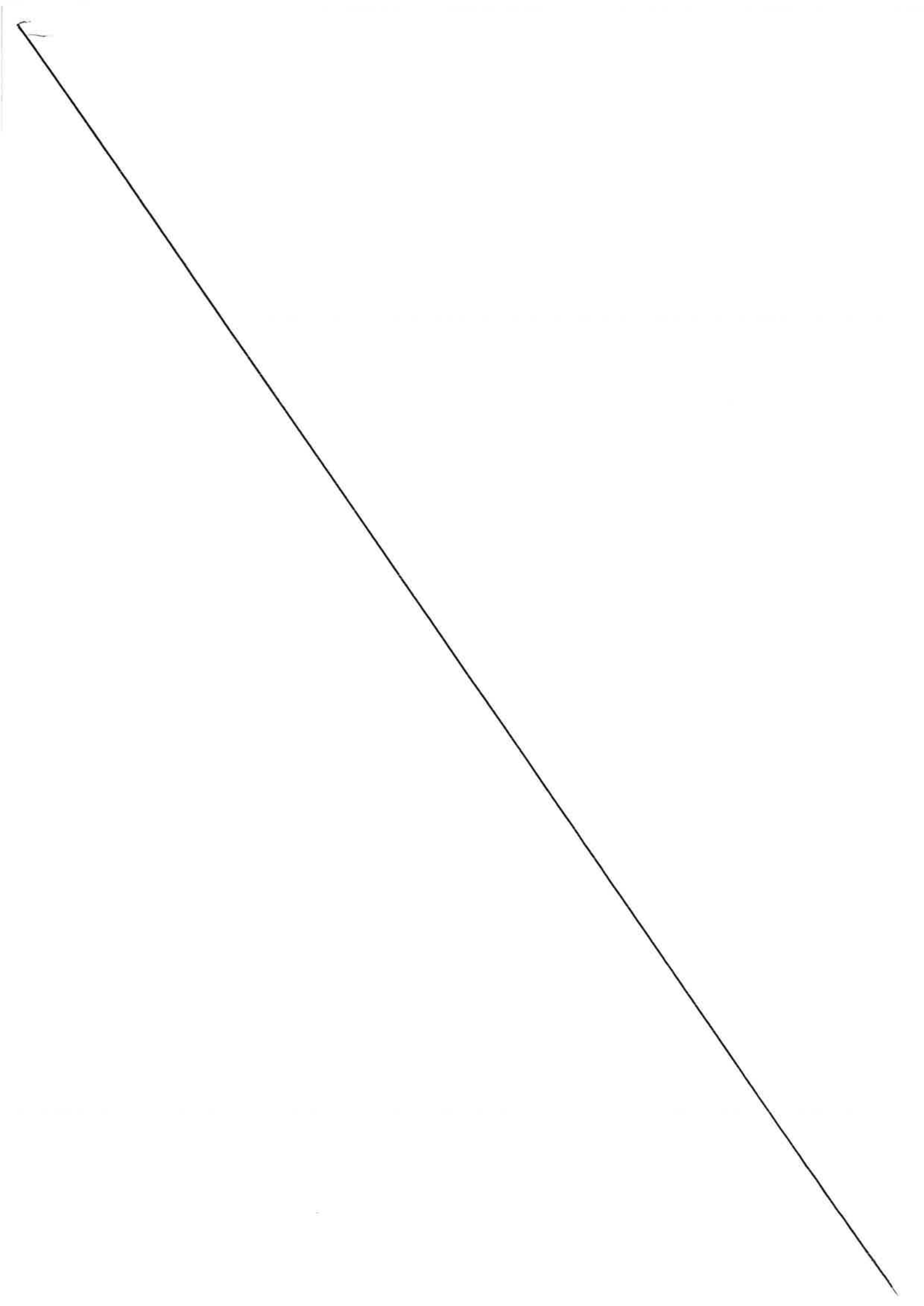
CONTRE 0

ABSTENTION 3

Monsieur Anthony CIVETTINI, Monsieur Philippe LEROY, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

**Monsieur Hervé STASSINOS, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Edwige MARINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Virginie PIN, Madame Josy CHAMBON, Monsieur Jean-Pierre COLIN.**





*CONTRAT NOS TERRITOIRES D'ABORD*  
2022-2027

**REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR/  
METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE**







## **ENTRE**

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son Président, Monsieur Renaud MUSELIER, dument habilité par la délibération de l'Assemblée régionale n°....., en date du ..... , ci-après désignée « la Région »

D'une part,

## **ET**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son/sa Président(e), Monsieur Hubert FALCO, dument habilité(e) par délibération n° ..... en date du ..... , ci-après désignée « le Territoire »,

D'autre part,

Vu la délibération n°21-163, du 23 avril 2021 du Conseil régional approuvant le Plan Climat régional 2 « Gardons une COP d'avance »,

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019,

Vu la délibération n° 21-638, du 17 décembre 2021 du Conseil régional approuvant les principes fondateurs de la future politique contractuelle régionale,

Vu la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « nos territoires d'abord »,

Vu le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>Titre I - Dispositions générales.....</b>	<b>5</b>
Article 1 - Territoire concerné .....	5
Article 2 - Objet du contrat .....	5
Article 3 - Structuration du contrat .....	5
Article 4 - Gouvernance du contrat .....	5
Article 5 - Durée du contrat – Clauses de revoyure .....	6
<b>Titre II - Modalités financières.....</b>	<b>6</b>
Article 6 - Enveloppe financière .....	6
Article 7 - Taux et montant de subvention .....	6
Article 8 – Engagement des bénéficiaires .....	6
<b>Titre III - Modalités d'application du contrat.....</b>	<b>6</b>
Article 9 - Conditions de mise en œuvre.....	6
9-1 Evolution de la programmation .....	6
9-2 Dépôt des demandes de subventions.....	7
9-3 Mise en œuvre des subventions .....	7
9-4 Conditions d'utilisation des subventions.....	7
9-5 Suivi de la programmation annuelle et du programme prévisionnel d'investissement.....	7
Article 10 - Outils partagés .....	7
Article 11 - Communication .....	8
Article 12 - Evaluation du contrat .....	8
Article 13 - Conditions et modalités de résiliation du contrat.....	8
Article 14 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	8
Article 15 - Litiges.....	9
<b>ANNEXE 1 .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE 2 .....</b>	<b>2</b>

## PREAMBULE

Depuis 2017, la lutte contre le changement climatique est au cœur de toutes les politiques publiques de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans la continuité, une nouvelle étape s'est amorcée en 2021 avec l'adoption du plan climat « Gardons une COP d'avance » qui s'articule autour de six axes : *air, terre, mer, énergie, déchets et chez vous, au quotidien*.

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur adopté par délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional et approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019, propose une stratégie régionale pour l'aménagement durable du territoire à moyen et long terme (2030-2050). Déclinée en 68 objectifs et 52 règles, cette stratégie définit un nouveau modèle de développement, en rupture avec le schéma de développement actuel pour inverser la tendance :

- réinventer le modèle de développement territorial pour une région plus attractive pour la population et les entreprises ;
- rompre avec les logiques de consommations extensives des ressources naturelles et foncières ;
- atténuer les logiques de concurrence territoriale.

Sur la base du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires et du Plan climat « Gardons une Cop d'avance », trois objectifs sont fixés pour la durée du mandat :

- être la première région verte de France ;
- être la première région neutre en carbone ;
- devenir une région autonome dans la gestion de ses déchets en 2030.

A travers le Contrat *Nos territoires d'abord*, la Région entend accompagner les territoires dans leur stratégie d'aménagement et de développement et organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales. Cette nouvelle génération de contrat doit permettre de mieux articuler les politiques régionales, de leur donner plus de lisibilité en les mobilisant sur des opérations structurantes et de renforcer ainsi les effets leviers de l'intervention régionale.

Conclus pour une durée de cinq ans, les contrats comportent une clause de revoyure et constituent des déclinaisons opérationnelles des axes de la délibération « Gardons une cop d'avance : Plan climat », eux-mêmes s'inscrivant dans les orientations du SRADDET et précisant certains objectifs de ce schéma.

## **TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1 - Territoire concerné**

Le Territoire engagé dans le présent Contrat *Nos territoires d'abord* correspond au périmètre de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **Article 2 - Objet du contrat**

Le Contrat définit les orientations stratégiques et les projets structurants sur lesquels la Région et la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'entendent afin de poursuivre le développement du territoire, ainsi que les modalités de financement de ces projets par la Région.

De plus, la stratégie du territoire s'inscrit dans les orientations promues par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET) porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que dans les objectifs Plan climat « Gardons une cop d'avance ».

### **Article 3 - Structuration du contrat**

Le contrat comprend deux annexes :

- Le tableau de programmation,
- Les orientations stratégiques du territoire.

**L'ambition environnementale de chaque projet inclus dans la programmation du contrat** devra se concrétiser tout au long de la phase d'élaboration et de mise en œuvre des opérations.

Lorsque des actions inscrites dans la programmation du contrat *Nos territoires d'abord* relèvent d'un appel à projet ou d'un appel à manifestation d'intérêt, le territoire devra se conformer aux conditions de ces dispositifs. Les services régionaux apporteront l'accompagnement nécessaire à cette démarche.

### **Article 4 - Gouvernance du contrat**

La gouvernance du contrat est assurée par un comité de pilotage territorial, instance partenariale qui assure la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du contrat.

Ce comité est composé de deux conseillers régionaux référents du Territoire ainsi que du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou de son représentant.

Il se réunit a minima une fois par an. Il dresse un bilan intermédiaire de la programmation et propose d'éventuelles modifications de celle-ci à enveloppe globale constante.

Des comités techniques composés des services de la Région et du Territoire se réuniront a minima en phase d'élaboration et lors de chaque revoyure annuelle. Ils seront mobilisés aussi souvent que nécessaire et leur composition sera adaptée en fonction des compétences requises.

Pour chaque projet, les techniciens de la Région seront associés à la phase de conception (études préalables, études de programmation), et de réalisation (études de maîtrise d'œuvre, suivi de chantier aux étapes significatives ...).

## **Article 5 - Durée du contrat – Clauses de revoyure**

Le contrat *Nos territoires d'abord* est conclu pour une durée de cinq ans et prend effet dès sa notification.

A la demande du territoire ou de la Région, un avenant modifiant la programmation examinée en cours de programmation et un an avant la fin du contrat.

## **TITRE II - MODALITES FINANCIERES**

### **Article 6 - Enveloppe financière et programmation**

Le montant contractualisé de la dotation est de **78 000 000 € (Soixante-dix-huit millions d'Euros)** pour la durée du contrat.

Afin de garantir la faisabilité des opérations, la Région pourra accompagner les collectivités locales dans la recherche de cofinancements tels que les fonds européens ou ceux mobilisés par d'autres partenaires.

Les projets inscrits dans les conventions d'ambitions territoriales du territoire rattachés aux rubriques *Équilibre et solidarité des territoires, Adaptation du territoire à la transition climatique, énergétique et environnementale et Culture et patrimoine* (à l'exception des projets patrimoniaux) sont intégrés aux contrats *Nos territoires d'abord* et sont financés par la Région dans ce cadre.

### **Article 7 - Taux et montant de subvention**

Le montant de l'aide régionale sollicitée devra correspondre à celui indiqué dans le tableau de programmation de l'annexe 1.

Si le coût total réel du projet est diminué par rapport à celui qui est contractualisé, cette baisse sera répercutée sur le montant de subvention accordée, tout en conservant le taux d'intervention initial.

Dans tous les cas, le montant de l'aide régionale sollicitée ne pourra pas dépasser celui défini expressément dans la programmation annexée au présent contrat.

### **Article 8 – Engagement des bénéficiaires**

Afin de favoriser la mise en réseau des acteurs, le Territoire signataire du contrat *Nos territoires d'abord* peut être amené à participer aux manifestations organisées par la Région dont la thématique le concerne.

## **TITRE III - MODALITES D'APPLICATION DU CONTRAT**

### **Article 9 - Conditions de mise en œuvre**

#### **9-1 Evolution de la programmation**

Le tableau de programmation annexé au contrat est prévisionnel. Il pourra faire l'objet d'ajustement à l'issue de chaque comité de pilotage.

## **9-2 Dépôt des demandes de subventions**

Chaque projet mentionné dans la programmation fera l'objet d'une demande de subvention en ligne sur le site <https://subventionsenligne.maregionsud.fr>.

Pour pouvoir être votés dans le respect du délai de validité du contrat, les dossiers de demande de subvention doivent être déposés en ligne complets a minima 6 mois avant sa date d'achèvement (5 ans après sa notification).

Ils doivent être déposées préalablement à tout commencement d'exécution et dans les délais impartis par le règlement financier régional.

Les dossiers de demandes de subvention déposés devront être conformes aux objectifs environnementaux annoncés dans la programmation et aux cadres d'intervention concernés.

Afin d'en faciliter l'identification par la Région, les demandes de subvention devront obligatoirement faire apparaître dans leur objet : « Contrat Nos territoires d'abord « territoire » [*libellé du projet*] ».

## **9-3 Mise en œuvre des subventions**

L'attribution des subventions au titre du contrat respecte les dispositions du règlement financier du Conseil régional.

A l'issue du vote, un arrêté attributif de subvention ou une convention spécifique préciseront les modalités administratives et financières applicables à la subvention allouée (conditions de versement, délai de validité de la subvention...).

## **9-4 Conditions d'utilisation des subventions**

Le Territoire s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

## **9-5 Suivi de la programmation annuelle et du programme prévisionnel d'investissement**

Un tableau de bord de suivi des opérations est communiqué au territoire afin de garantir la bonne réalisation du contrat.

## **Article 10 - Outils partagés**

Différents documents/outils seront communiqués au Territoire pour l'élaboration, le suivi et le bilan du contrat (fiches actions, tableaux de bord de suivi des opérations, trame des indicateurs d'évaluation).

La production commune de travaux, de diagnostics, d'études, pourra faire l'objet de valorisation auprès des autres acteurs afin d'alimenter le débat sur les enjeux régionaux.

## **Article 11 - Communication**

Toute information à destination du public et des médias doit faire état de la nature et du montant de la participation régionale.

Le Territoire s'engage à assurer la promotion des actions financées à travers différentes actions, notamment :

- apposer une information sur le site de chaque opération pendant toute la durée des travaux, en particulier les panneaux de chantier comporteront l'indication de l'aide régionale et devront faire figurer le logo régional de façon identique ;
- apposer les logos de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et faire mention de sa contribution de manière visible sur tout document, étude, édition ou publication et sur le lieu d'une manifestation, et de faire mention du soutien de la Région dans les communiqués de presse, au cours des interviews radio-télévisées, ainsi que sur les outils de communication auxquels le territoire a recours pour assurer la promotion de la manifestation (affiches, plaquettes, programmes, etc.) ;
- apposer une information sur chacune des réalisations après la fin des travaux sur une durée raisonnable qui mentionne que l'opération concernée a été réalisée par le territoire avec la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le logo et le montant de la contribution.

Le Territoire s'engage par ailleurs à associer systématiquement la Région les inaugurations des projets.

## **Article 12 - Evaluation du contrat**

A échéance du contrat, la production d'un bilan quantitatif et qualitatif partagé est réalisée, sous la responsabilité du Territoire, en lien avec les signataires et sur la base d'indicateurs proposés par la Région au cours de la première phase du contrat.

Le Territoire pourra être sollicité pour faire remonter des données sur les projets pour alimenter des bilans régionaux tels que le Plan climat régional.

## **Article 13 - Conditions et modalités de résiliation du contrat**

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de ce contrat, celui-ci peut être résilié de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **Article 14 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

L'aide financière apportée par la Région ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

## **Article 15 - Litiges**

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette réunion. En cas de refus exprès d'une des parties de participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

<p><b>Le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur</b></p> <p><b>Renaud MUSELIER</b></p>	<p><b>Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée</b></p> <p><b>Hubert FALCO</b></p>
---	--



# **ANNEXE 1**

## **TABLEAU DE SYNTHÈSE DE LA PROGRAMMATION**



# **ANNEXE 2**

## **ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU TERRITOIRE**



N°opération	Intitulé opération	Maître d'ouvrage	Coût total	Taux d'intervention régional	montant régional proposé
Mobilité durable - Infrastructures cyclables et piétonnes					
1.1	Voie douce du Pont des Arts - Etudes et Travaux - Toulon	TPM	7 500 000 €	20%	1 500 000 €
1.2	Connexion gare d'Hyères - Aéroport - Etudes et Travaux	TPM	6 400 000 €	20%	1 280 000 €
1.3	Promenade verte - Voie douce et végétale - Travaux Toulon	TPM	4 440 000 €	20%	888 000 €
1.4	Corniche Tamaris - Etudes et Travaux -La Seyne	TPM	25 019 400 €	8%	2 033 940 €
1.5	Acquisition bus et bateaux-bus propres	TPM	20 000 000 €	9%	1 820 000 €
1.6	Création et amélioration d'itinéraires cyclables à la Seyne - Etudes et Travaux	TPM	1 160 000 €	20%	232 000 €
1.7	Création de pistes cyclables - Etudes et Travaux à Hyères	TPM	600 000 €	24%	141 666 €
1.8	Developpement des modes doux dans le quartier des Ecoles à Carqueiranne	TPM	1 200 000 €	20%	240 000 €
1.9	PEM de Hyères (Travaux)	TPM	16 000 000 €	20%	3 200 000 €
1.10	BHNS	TPM	350 000 000 €	3%	10 000 000 €
1.11	Developpement des modes doux et aménagements complémentaires autour du complexe scolaire Marcel Pagnol au Pradet	Le Pradet	1 700 000 €	59%	1 000 000 €

Sous Total CHAPITRE (11 opérations)					434 019 400 €	5%	22 335 606 €
Energies renouvelables							
2.1	Production de biogaz à la step de l'Almanarre - Phases 1 et 2	TPM			5 793 250 €	26%	1 500 000 €
Sous Total CHAPITRE (1 opérations)					5 793 250 €	26%	1 500 000 €
Stratégies patrimoniales bâtiments tertiaires publics / Maîtrise de l'énergie / Réhabilitation énergétique des logements							
3.1	Amélioration du Parc Privé	TPM			3 212 200 €	32%	1 027 000 €
3.6	Rénovation globale de l'Opéra - Travaux-Toulon	TPM			25 000 000 €	23%	5 630 000 €
3.7	Rénovation Hôtel des Arts -Toulon	TPM			6 500 000 €	23%	1 500 000 €
3.8	Rénovation, mise en lumière et en sécurité de la Villa Noailles-Hyères	TPM			6 083 333 €	25%	1 500 000 €
3.9	Evêché Pôle Culturel-Toulon	TPM			10 000 000 €	25%	2 500 000 €
3.10	Construction d'un groupe scolaire Mabily-Verne - Etudes et Travaux -La Seyne sur Mer	La Seyne sur Mer			8 027 000 €	30%	2 408 100 €
3.11	Equipement en led des équipements sportifs-La Seyne sur Mer	La Seyne sur Mer			428 956 €	40%	171 582 €
3.12	Rénovation énergétique de 10 écoles de Six-Fours	VAD / Ville de Six Fours			7 757 973 €	22%	1 700 000 €
3.13	Construction et aménagement de la médiathèque Marnata et d'un jardin àToulon	Toulon			3 770 833 €	30%	1 131 250 €

3.14	Travaux aménagement centre de loisirs Strassel à Toulon	Toulon	383 333 €	30%	115 000 €
3.15	Réfection des Mensuieries école Maternelle Rivière Neuve à Toulon	Toulon	300 000 €	30%	90 000 €
3.16	Rénovation de la Halte-Garderie la Mer à Toulon	Toulon	625 000 €	30%	187 500 €
3.17	Rénovation énergétique de la Mairie d'Honneur de Toulon	Toulon	4 100 000 €	30%	1 230 000 €
3.18	Travaux de rénovation énergétique, de réhabilitation et d'extension de la villa des Tilleuls - La Crau	La Crau	4 871 611 €	20%	974 322 €
3.19	Travaux rénovation énergétique de 5 écoles - La Crau	La Crau	3 571 066 €	20%	714 213 €
3.20	Etudes Maîtrise d'Œuvre pour la rénovation énergétique, réhabilitation et extension de la villa des Tilleuls - La Crau	La Crau	585 000 €	40%	234 000 €
3.21	Etudes Maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique de bâtiments communaux 5 écoles - La Crau	La Crau	499 948 €	40%	199 979 €
3.22	Création d'une salle polyvalente sur le site de la Castellane - Ollioules	Ollioules	1 500 000 €	20%	300 000 €
3.23	Construction d'une école-crèche multi-accueil collectif "Les Lucioles" à La Garde	La Garde	2 000 000 €	35%	700 000 €
3.24	Travaux de rénovation énergétique de 5 bâtiments Ollioules	Ollioules	1 775 000 €	30%	532 500 €
Sous Total thématique (24 opérations)			90 991 253 €	25%	22 845 446 €

Gestion et valorisation des déchets

4.1	Construction d'un Pôle de Réemploi et de valorisation au Pradet	TPM	1 777 060 €	40%	710 824 €
4.2	Construction d'un pôle de Réemploi et de valorisation à la Seyne sur Mer	TPM	2 543 220 €	40%	1 017 288 €
4.3	Déploiement de la collecte des biodéchets en PAV (Points d'Apport Volontaires)	TPM	990 000 €	40%	396 000 €
4.4	Valorisation des biodéchets - Mise en œuvre du broyage des déchets verts	TPM	800 000 €	40%	320 000 €
4.5	Rénovation et Mises aux normes déchetterie de Hyères	TPM	1 150 000 €	37%	420 000 €
Sous Total thématique (5 opérations)					2 864 112 €
Sobriété foncière / Aménagement durable / Foncier économique					
5.1	Voie douce avenue Bizet MO TPM Carqueiranne	TPM	1 600 000 €	20%	320 000 €
5.2	Aménagement ZAE Prébois	TPM	7 285 000 €	20%	1 457 000 €
5.3	Réhabilitation d'un centre culturel en zone urbanisée	La Valette	3 000 000 €	20%	600 000 €
5.4	Requalification complète d'une parcelle comprenant un site sportif et un bâtiment scolaire	La Valette	8 000 000 €	20%	1 600 000 €
5.5	Renaturation de l'avenue de la 9ème DIC et de l'avenue Ste Cécile La Valette	TPM	4 600 000 €	20%	920 000 €
5.6	Travaux portuaires liés au projet MEUST du CNRS	TPM	600 000 €	40%	240 000 €



5.7	Mayol à Pipady - Conception urbaine et paysagère - Etudes - Toulon	TPM	3 243 595 €	40%	1 297 438 €
5.8	Mayol à Pipady - Conception urbaine et paysagère - Travaux-Toulon	TPM	30 000 000 €	22%	6 576 248 €
5.9	Chalucet - Acquisition Maison de la Créativité-Toulon	TPM	23 500 000 €	35%	8 140 000 €
Sous Total thématique (9 opérations)					21 150 686 €
Transition écologique, préservation du patrimoine naturel et résilience des territoires					
6.1	Reconquête ZA Palyvestre - Etudes - Hyères	TPM	275 000 €	20%	55 000 €
6.2	Jardin des Lices	TPM	3 500 000 €	20%	700 000 €
6.3	Déport du Sentier du Littoral entre les plages des Bonnettes et de la Garonne au Pradet	TPM	689 226 €	20%	137 845 €
6.4	Recalibrage et Restauration du cours d'eau de la Sauvette-Hyères	TPM	950 000 €	30%	285 000 €
6.5	Création de la Maison du Grand Site du Salin des Pesquiers Hyères	TPM	2 600 000 €	20%	520 000 €
6.6	Aménagement d'un parc intergénérationnel multi-activités au Revest les Eaux	Le Revest les Eaux	840 262 €	40%	336 105 €
6.7	Création d'espaces paysagers en centre-ville d'Ollioules	Ollioules	4 200 000 €	20%	840 000 €

6.8	Desimperméabilisation des cours d'écoles à La Seyne sur Mer	La Seyne sur Mer	383 334 €	30%	115 000 €
6.9	Plage du Mourrillon-Toulon	TPM	28 000 000 €	11%	3 000 000 €
6.10	Mise en sécurité du Port de l'Aiguade du Levant-Hyères	TPM	4 384 000 €	30%	1 315 200 €
Sous total thématique (10 opération)			45 821 822 €	16%	7 304 150 €
TOTAL TERRITOIRE (56opérations)			665 714 600 €	12%	78 000 000 €

# Les enjeux du territoire

## au regard des orientations stratégiques du *Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*

### Présentation du Territoire

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est composée de **12 communes**, sur 36 641 hectares dont 200 km de littoral (incluant les îles d'Hyères) avec une population de **449 118 habitants**, soit 41 % des habitants du Var. La ville-centre, Toulon, compte 180 645 habitants, représentant ainsi plus de 40 % de la population métropolitaine.

**3ème pôle urbain de la façade méditerranéenne** du Sud-Est de la France, après la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Métropole Nice Côte d'Azur, la Métropole Toulon Provence Méditerranée constitue un pôle métropolitain structurant dans le rayonnement national et régional. Elle contribue à l'attractivité internationale de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, tant par la recherche et l'innovation maritime que par le développement urbain et touristique (port connecté, ville durable méditerranéenne) mais également par la présence d'un pôle de défense

national et international sur son territoire.

**1er pôle économique du Var**, Toulon Provence Méditerranée est également un territoire de structuration et de rayonnement à l'échelle départementale. Ses projets ont des effets bénéfiques sur le reste du territoire varois et son développement s'organise en cohérence avec les territoires voisins.

Métropole rayonnante, Toulon Provence Méditerranée est aussi et surtout une métropole de proximité au service de ses habitants, une métropole de cohésion sociale qui valorise l'échelle communale comme lieu d'expression de la démocratie et du vivre ensemble à l'échelle des quartiers.

Le projet métropolitain de Toulon Provence Méditerranée se développe autour de trois axes :

**Une Métropole écoresponsable,** soucieuse de son patrimoine exceptionnel qu'il est impératif de protéger face à la raréfaction des ressources et aux difficultés climatiques. Toulon Provence Méditerranée met en œuvre et favorise les modes d'organisation collective plus sobres en énergie et les méthodes alternatives (comme l'économie circulaire). Elle lutte contre toutes les formes de pollution (air, eau, déchets, ...). Elle renforce également ses ambitions en termes de réduction des vulnérabilités liées aux inondations et aléas climatiques. La Métropole ambitionne de ramener la nature en ville afin d'offrir un cadre de vie de qualité ;

**Une Métropole accueillante et solidaire :** la Métropole se positionne au service du bien-vivre de ses habitants. Elle favorise un développement urbain responsable répondant aux nécessités du territoire, conforte les liens sociaux et intergénérationnels et facilite les mobilités. Elle développe également des politiques sportives et culturelles ambitieuses, avec une offre particulièrement riche et variée ;

**Une Métropole maritime compétitive et innovante :** la Métropole assure la promotion méditerranéenne et internationale du territoire, notamment auprès des acteurs économiques des filières majeures que sont la mer, la sécurité, la défense et le numérique. Elle favorise la création d'emplois et d'activités durables par le soutien à l'innovation, à l'excellence académique, à l'entrepreneuriat et au développement des pôles de compétitivité, en capitalisant sur l'opportunité que représente la façade maritime. Elle investit pour le territoire, notamment en

matière portuaire, et poursuit son développement touristique qui contribue au rayonnement de la Métropole.



**LE SCOT Provence Méditerranée PREVOIT notamment de :**

- préserver des espaces et milieux agricoles, naturels et humides qui constituent le socle du réseau vert bleu et jaune de l'aire toulonnaise, par leurs caractéristiques paysagères, écologiques, historiques et littorales et par leurs fonctions dans l'organisation de l'espace (coupures d'urbanisation, coulées vertes, etc...),

- développer en dehors de ces grands espaces ou milieux caractéristiques,

- développer de façon maîtrisée, non extensive et réduisant la consommation d'espace,

L'utilisation du potentiel de renouvellement urbain qui a été identifié permet :

- d'afficher les axes de définition d'une stratégie de développement métropolitain et économique

- de fixer des objectifs de production, de localisation et de mixité sociale en matière de logements

- promouvoir une offre de transports performante et intermodale et des modes doux,

- apaiser la ville et ainsi améliorer le cadre et la qualité de vie,

- mettre un terme à la disparition des terres agricoles au regard de leurs diverses fonctions (paysagères, écologiques et économiques)

## LES ENJEUX IDENTIFIES DANS LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES

Au regard des attendus de la Région pour cette nouvelle génération de contrat, la stratégie se décline en cohérence avec les stratégies régionales en matière d'aménagement du territoire et d'adaptation au changement climatique (SRADDET et Plan Climat "Gardons une Cop d'avance").

Les habitants sont largement dépendants des modes de déplacement individuels, les performances énergétiques sont médiocres dans les bâtiments anciens, souvent chauffés au fioul. Les collectivités souhaitent légitimement engager des actions pour limiter cette vulnérabilité énergétique et développer les énergies renouvelables. La volonté politique de maintenir le cap du développement harmonieux et respectueux des identités pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée est le défi à relever à travers ce contrat.

La stratégie définie dans ce contrat donne le cadre de travail pour la période allant d'octobre 2022 à octobre 2027.

# Gestion et valorisation des déchets

*Déclinaison des Plans Locaux de Prévention des déchets ménagers et assimilés, des contrats d'objectif déchets avec la Région, des Chartes de Parcs et des contrats d'objectifs territoriaux de l'ADEME.*

## CONSTAT

Réduire la production des déchets à la source, développer le tri sélectif et développer la valorisation énergétique des déchets (par le biais de nouvelles filières) sont les principaux axes porteurs des nouveaux projets développés sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En cohérence avec le **Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets**, la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit l'objectif national de réduction de la production des déchets ménagers et assimilés, avec l'appui du SITTMAT (Syndicat Mixte Intercommunal de Traitement et de Transports des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise).



## STRATEGIE :

Dans le cadre du Contrat avec la Région, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite :

- Développer une politique active de **Prévention des déchets**,

- Renforcer la **collecte des déchets** ménagers selon le principe du Porte à Porte (PAP) et des Points d'Apports Volontaires (PAV),

- Construire les **Pôles de Valorisation** qui permettent d'évacuer les déchets non pris en charge par les collectes traditionnelles, de favoriser le **recyclage et la valorisation** des matériaux, de limiter la pollution due aux dépôts sauvages et d'inciter la population au respect de l'environnement et de pallier ainsi à l'interdiction de brûlage des déchets à l'air libre,

- Développer la **valorisation énergétique des Déchets** : le Sittomat a construit une Unité de Valorisation Energétique (UVE) qui traite l'ensemble des déchets de la Métropole n'ayant pu faire l'objet d'une valorisation spécifique. La combustion de ces déchets produit de la vapeur d'eau et de l'électricité qui est réinjectée dans le réseau pour alimenter cette UVE ainsi que les bâtiments du Sittomat.



# Mobilité durable - Infrastructures cyclables et piétonnes

*Déclinaison des Plans de mobilité, des Plans d'actions mobilités actives, des Schémas vélos et des contrats de mobilité avec la Région.*

## CONSTAT

La Mise en œuvre du 2ème **Plan de Déplacement Urbain (PDU)** manifeste la volonté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de poursuivre le développement d'une politique de transports durables, tournée vers les transports en commun, les mobilités actives et la réduction de l'usage de la voiture en solo.

L'organisation multipolaire de la Métropole autour des 3 grands pôles urbains de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Hyères, conduit à intensifier l'offre de transports en commun urbains comme l'armature support des déplacements d'échelle métropolitaine : 90% des déplacements des habitants de TPM se font à l'intérieur de la Métropole.

Par ailleurs, en 2021, une étude réalisée sur les déplacements au sein du territoire de la Métropole montre une évolution très positive en terme de mobilités douces et notamment :

- Une forte réduction de la voiture,
- Une hausse significative de la marche à pied,
- Une évolution favorable des parts de marché des Transports en Commun et du vélo.

## STRATEGIE :

Dans le cadre du contrat avec la Région, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite développer les axes stratégiques suivants :

- **Promouvoir et développer les modes doux et notamment le vélo** : en poursuivant le développement des pistes cyclables (X3 depuis 2006), en augmentant le nombre de places de stationnement vélo et de box sécurisés, en créant et développant les conditions de la pratique des modes doux sur des actions telles que la Corniche de Tamaris et la Promenade Verte...

- **Développer l'accès et l'utilisation des transports en commun** : en poursuivant le développement du **BHNS** (Bus à Haut Niveau de Service), véritable projet structurant de la Métropole, en développant le Réseau de Bus et Bateaux Bus propres, réseau unique en France, en poursuivant le développement de places de parking dans des parkings relais et des aires de co-voiturage...



# Energies renouvelables

*Mise en œuvre de plans d'actions régionaux tel que le Plan Régional Hydrogène, le projet Heat&Cool LIFE et déclinaison des Plans Climats Air Energie Territoriaux, des schémas directeurs des énergies renouvelables, des Chartes de Parcs et des Contrats d'objectifs territoriaux de l'ADEME.*

## CONSTAT

La Métropole Toulon Provence Méditerranée accompagne son essor économique, culturel et social par la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

2 outils de planification élaborés par TPM à l'échelle de la Métropole permettent de structurer les actions à conduire pour respecter les objectifs de réduction des consommations énergétiques et de développement des énergies renouvelables, à savoir :

- **Le Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET)** qui vise à atténuer le changement climatique, développer les énergies renouvelables et maîtriser la consommation d'énergie,

- **Le Schéma Directeur des Energies (SDE)**, qui porte plus spécifiquement sur la définition d'une stratégie de développement des énergies renouvelables, a permis d'établir un diagnostic du système énergétique du territoire.

## STRATEGIE :

La Métropole TPM, coordinatrice de la transition énergétique à l'échelle de son territoire, a élaboré une stratégie de transition énergétique. Elle vise à préserver les ressources naturelles, réduire les consommations énergétiques, développer les énergies renouvelables, diminuer les émissions polluantes, et favoriser l'innovation dans le domaine de l'énergie.

Par ailleurs, le Schéma Directeur des Energies (SDE) de la Métropole a permis d'avoir une vision stratégique et un plan d'actions fondé sur le choix partagé d'un scénario énergétique. Le SDE a contribué à inscrire le territoire dans un système énergétique plus durable et avoir une vision prospective de l'aménagement.

Dans le cadre du Contrat avec la Région, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite développer les énergies renouvelables que l'on retrouve notamment dans :

- Le projet « **biogaz** » de la station d'épuration de l'Almanarre. Il a pour objet la production de biogaz, le traitement en biométhane et l'injection dans le réseau public de gaz. Avec ce



projet, la Métropole s'engage notamment dans un programme d'actions visant à améliorer l'efficacité énergétique, augmenter la production d'énergies renouvelables, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, s'imposant aux collectivités territoriales (Article L229-26 du code de l'environnement).

- le développement de nouvelles installations de **thalassothermie**. Le développement des réseaux de chaleur est déjà fortement porté par la Métropole. En service sur la commune de La Seyne sur Mer, cette technologie permet de capter l'eau de mer à une profondeur d'environ 5 mètres et de produire chauffage, climatisation et eau chaude sanitaire à 75% par une énergie renouvelable et inépuisable,

évitant ainsi l'émission de 1149 tonnes de CO2 par an (l'équivalent de 900 voitures en circulation en moins sur le territoire) et permettant de réduire la facture énergétique des abonnés. Actuellement, le réseau permet de couvrir en chauffage des résidences privées et le casino.

TPM souhaite tripler la capacité de production des installations, notamment par la création d'un réseau de canalisations de 3 km. Cette extension permettra de délivrer l'énergie produite à différents points de livraison déjà identifiés (bâtiments communaux, écoles, logements collectifs, bâtiments tertiaires, ...).

# Stratégies patrimoniales bâtiments tertiaires publics / Maitrise de l'énergie / Réhabilitation énergétique

*Déclinaison des Plans Climats Air Energie Territoriaux, des Chartes de Parcs, des stratégies locales de développement forestier, des Programmes locaux de l'habitat et des audits patrimoniaux (menés dans le cadre de partenariats Banque des Territoires, Etat),...*

## CONSTAT

La réhabilitation énergétique des bâtiments est un enjeu identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial et le Programme Local de l'Habitat.

Déjà fortement investie pour la transition énergétique, la Métropole souhaite amplifier encore ses actions pour tendre vers un territoire bas carbone qui promeut l'efficacité et la sobriété énergétique.

L'objectif est de réduire la consommation d'énergie, en s'appuyant sur des équipements et des matériaux plus économes en énergie mais également en veillant à en assurer un usage approprié et sans excès.

Il ne s'agit pas d'ajouter une contrainte supplémentaire pour la réalisation d'un bâtiment ou un projet d'aménagement. La transition énergétique fait partie intrinsèque des projets menés par la Métropole et est un critère de choix et d'analyse de leur pertinence. En complément la Métropole met l'accent sur les échanges avec les professionnels.

## STRATEGIE :

Dans le cadre du Contrat avec la Région, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite :

- Poursuivre et intensifier la **démarche BDM (Bâtiments Durables Méditerranéens)** dans le cadre de la réhabilitation ou construction de bâtiments publics. Cela vise à intégrer le bâtiment dans le site, favoriser le bio climatisme (adapter le bâtiment en fonction de son environnement), minimiser l'impact des matériaux, en proposant notamment le recours à des matériaux géo-sourcés avec un faible bilan carbone, réduire les consommations d'eau et d'énergie et préserver le confort et la santé des occupants. Cette démarche pourra se retrouver sur les opérations telles que la rénovation de l'Opéra, de l'Hôtel des Arts, de l'Evêché, de la Villa Noailles, dans les opérations de construction de bâtiments communaux et d'opérations de rénovation énergétique...

- Poursuivre la démarche de **Rénovation du Parc Privé** : où vit la majorité des habitants du territoire.

Poursuivant ses efforts, la Métropole innove depuis 2018 en déployant le dispositif « Bien chez soi ». Il articule un Programme d'Intérêt Général intitulé « Habiter et Rénover 2017-2021 » et une Plateforme Locale de Rénovation Énergétique. Le dispositif « Bien chez soi » propose aux administrés un service d'accompagnement de l'ensemble des porteurs de projets d'amélioration, d'adaptation et de rénovation des logements.

Soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers,

c'est créer une dynamique territoriale autour de la rénovation et des économies d'énergie à fournir dans un contexte international tendu, soutenir le déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés et animer et porter le programme.

# Sobriété foncière / Aménagement durable / Foncier économique

*Accompagnement des projets portés par l'Etablissement public foncier, la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, identifiés dans les programmes et les démarches comme Action cœur de ville ou Petites Villes de Demain, Parc +, Ecoquartier, Quartier durable Méditerranéen, menés en partenariat avec Action Logement et la Banque des Territoires et s'appuyant sur les Opérations d'intérêt régional ou des démarches Quartiers créatifs.*

## CONSTAT

Le territoire du SCoT Provence Méditerranée est situé entre les grands massifs forestiers de la Sainte-Baume et des Maures, les monts toulonnais et la mer Méditerranée. Ce territoire de 125 000 hectares et 575 833 habitants connaît une forte attractivité démographique, économique et touristique. L'équilibre entre le maintien de ce dynamisme et la préservation de son exceptionnelle richesse écologique, terrestre et maritime, forment la toile de fond du SCoT.

Dès 2019, le SRADDET de la Région affichait un objectif ambitieux en matière de réduction de l'artificialisation avec une division par deux du rythme de consommation foncière à horizon 2030.

La même année, la révision du SCoT Provence Méditerranée était approuvée et affichait le même objectif ambitieux qui était la poursuite d'une politique de sobriété foncière engagée dès 2000 sur tout le territoire.

Depuis 2003, on constate une diminution par 2.3 du rythme de consommation d'espace. Une mise à jour de la base donnée d'occupation des sols est en cours et pourra confirmer cette tendance.

Ce ralentissement marque assez clairement la fin d'une grande phase d'équipement du territoire et la fin d'un développement urbain de type extensif, et notamment le développement d'habitat diffus.

Le SCoT encadre aujourd'hui les principaux sites de développement urbains du territoire (densités minimales en fonction des ambiances urbaines), limite l'étalement urbain, favorise le développement par renouvellement urbain, favorise le recentrage autour des transports en communs et dans le cœur Métropolitain (de Mayol à Pipady).

En 2021, la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021 fixe l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050. Dans les dix ans qui suivent la loi, la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers doit être divisée

par deux par rapport à la consommation observée au cours des dix années précédentes.

#### STRATEGIE :

A travers la révision du SCoT en cours, la Métropole et les membres du SCoT PM fixeront de nouveaux objectifs quantitatifs s'inscrivant dans la trajectoire passée en matière de sobriété foncière et en considérant la reconnaissance des efforts déjà fournis en la matière.

Ces objectifs devront répondre :

- aux besoins en logements et en équipements, au regard des dynamiques de décohabitation, d'accueil de populations nouvelles et de la nécessité de garantir la fluidité des parcours résidentiels. Cette réponse doit s'organiser dans un objectif de recentrage des populations et des activités dans le cœur métropolitain, les centres-villes urbains et villageois et les espaces bien desservis par les transports en commun (opérations relatives à Mayol à Pipady et Chalucet)

- au développement économique et à la réindustrialisation. Le besoin en foncier pour les espaces économiques reste prépondérant pour assurer le rayonnement économique de la Métropole et du territoire du SCoT (comme pour la ZAE Prébois),

En matière de foncier économique :

Afin de soutenir l'emploi et satisfaire les demandes croissantes d'implantation, Toulon Provence Méditerranée développe un réseau varié d'espaces et d'immobiliers économiques. Elle développe également un environnement propice à la création d'activités :

- Poursuivre la montée en gamme des espaces économiques existants par

des travaux de renouvellement, d'optimisation ou de requalification et par une politique de labellisation des parcs d'activités ;

- Acquérir du foncier économique en fonction des gisements possibles et disponibles et structurer une politique d'offre et d'espaces économiques pour favoriser l'implantation de nouveaux projets ;

- Poursuivre le développement de lieux favorables à la création d'entreprises (espaces de coworking, hôtels et pépinières d'entreprises...).

La Métropole encourage et promeut les associations de zones d'activités qui développent des initiatives visant à maîtriser durablement les zones d'activités et s'inscrivant dans une démarche d'économie circulaire (gestion des déchets, économie d'énergie, préservation de ressources...). La plupart d'entre-elles sont certifiées et ont mis en place un système de management environnemental (labélisation Parc + pour Prébois).

La révision du SCoT Provence Méditerranée permettra également au territoire de se doter d'un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAACL), adjoint d'un volet « Logistique » suite à la récente loi Climat et Résilience. Il permettra de se doter d'une vision partagée du développement commercial artisanal et logistique.

Pour tous les champs du projet Métropolitain, le dispositif d'ingénierie sera adapté (renforcement des observatoires, mobilisation de l'EPF, de l'agence d'urbanisme, ...)

# Transition écologique, préservation du patrimoine naturel et résilience des territoires

*Déclinaison des Plans Climats Air Energie Territoriaux, diagnostics de vulnérabilité, des Chartes de Parcs et des Chartes de Ports.*

## CONSTAT

TPM bénéficie d'un environnement exceptionnel, d'un littoral préservé, d'une qualité des eaux propice à de nombreuses labellisations ainsi que d'espaces naturels remarquables ouverts à tous. Pour autant, elle fait face aux défis que sont la raréfaction des ressources, l'enjeu climatique et la prise de conscience des impacts de la consommation quotidienne, à la fois sur la planète, sur la société, mais aussi sur la santé.

La Métropole accompagne son essor économique, culturel et social par la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

## STRATEGIE :

Devenir un territoire de référence en matière de biodiversité littorale et maritime.

Forte de son littoral, de sa Rade, de ses grands espaces de nature et agricoles, TPM se distingue par un capital naturel bien préservé. Elle est une métropole au couvert végétal particulièrement présent, loin devant Nice, Montpellier et Aix-Marseille. La Métropole est également un territoire de référence dans le domaine de la protection et de la valorisation des richesses environnementales liées à la mer.

Pour préserver et mettre en valeur le caractère exceptionnel de cet environnement naturel dans toutes ses composantes (maritime, littorale, collinaire, agricole, forestière), TPM élabore et met en œuvre des plans d'actions coordonnés, avec ses différents partenaires institutionnels et associatifs, notamment le Conservatoire du littoral pour les sites dont il est propriétaire. La Métropole souhaite également valoriser cette

richesse naturelle par l'expérimentation de pratiques innovantes et respectueuses des qualités environnementales du territoire terrestre, littoral et marin (biodiversité, patrimoine des Salins et de la Colle Noire, gestion des milieux aquatiques...). À ce titre, la conservation – voire la restauration – des réservoirs de biodiversité littorale et maritime est essentielle.

Leviers d'actions :

- Consolider la mise en œuvre des actions du nouveau Contrat de Baie réunissant celui de la Rade de Toulon et celui des Îles d'Or à Hyères.

- Soutenir les solutions innovantes et écologiques de gestion environnementale développées dans le Parc national de Port-Cros et les valoriser en réseau (notamment avec le Parc national des Calanques et le Parc naturel régional de la Sainte-Baume proches).

- Soutenir la visibilité du territoire et l'inscription de la Métropole dans les démarches et projets européens et internationaux (Natura 2000, Marittimo, Medsealties, Nature for City Life...).

- Soutenir les stratégies et actions innovantes de gestion intégrée des milieux littoraux en valorisant de façon conjointe les potentiels économiques, écologiques et environnementaux.

- Déployer des démarches de contractualisation avec les armateurs afin d'impulser des actions de maîtrise de l'impact écologique des compagnies maritimes (éco-navigation).



